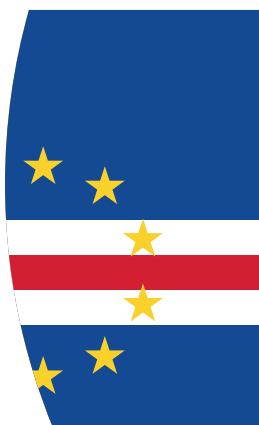


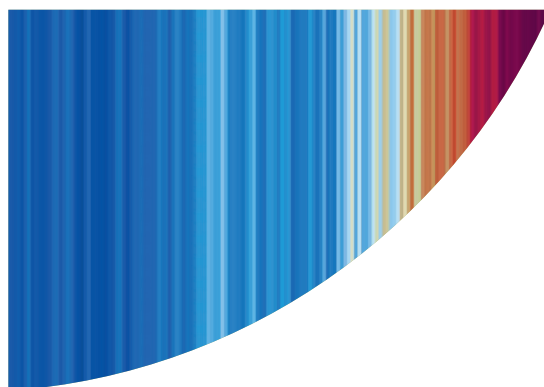
RAPPORT D'ÉVALUATION

REVUE À MI-PAROURS •

2025 • CABO VERDE



Programme d'action climatique



LUXDEV

Luxembourg
Development Agency

1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

1.1. Introduction et objectifs

Le présent rapport d'évaluation technique a pour objet d'évaluer la mise en œuvre du programme d'appui au renforcement de la gouvernance et de l'action climatique (CVE/401), autrement dit les objectifs et les résultats atteints par rapport à ce que prévoyaient les documents techniques et financiers (DTF), en particulier la **pertinence** et la **durabilité** de l'intervention concernant la politique nationale d'action pour le climat, afin d'identifier les **enseignements tirés** et de proposer des **recommandations** pour la continuité du programme et pour l'élaboration du prochain Programme indicatif de coopération (PIC) entre le Cabo Verde et le Luxembourg.

Le programme d'appui au renforcement de la gouvernance et de l'action climatique s'inscrit dans le cadre du **PIC « Développement, climat et énergie » (PIC DCE)**, dans le contexte de l'axe 4 : Action climatique. La vision du gouvernement du Cabo Verde consiste à « construire la résilience du Cabo Verde en promouvant une meilleure connaissance du changement climatique et la minimisation de ses impacts négatifs, grâce à la planification et à la budgétisation du changement climatique à tous les niveaux, national et local, tant au niveau de l'atténuation que de l'adaptation ». Avant l'adoption du programme, le Cabo Verde a demandé au Luxembourg de l'aider à mettre à jour la contribution déterminée au niveau national (CDN), à élaborer le Plan national d'adaptation (PNA) et à renforcer la gouvernance climatique. En tant que tel, le programme « Action climatique » soutient la mise en œuvre de la CDN et du PNA, en mettant encore plus l'accent sur le renforcement de la gouvernance climatique.

1.2. Scores d'évaluation et commentaires

Score	Commentaires
Pertinence : 2,3	Le programme est pertinent et a contribué de manière décisive aux stratégies et aux priorités en matière d'action climatique au Cabo Verde, notamment avec la création d'un cadre de gouvernance et une plus grande capacité de levée de fonds pour le climat.
Cohérence : 2,2	Si la mise en œuvre du nexus DCE a été prise en compte dans la conception du programme, elle est cependant moins évidente au stade de la mise en place. L'action climatique est transversale à de nombreux autres secteurs comme en témoignent les nombreux partenaires concernés.
Efficacité : 2,6	Le programme a été particulièrement efficace en termes de gouvernance, de CR institutionnel, de mobilisation du financement climatique et de visibilité sur l'agenda climatique. Toutefois, il sera difficile d'atteindre tous les résultats d'ici décembre 2025.
Durabilité : 2,8	Le programme est parvenu à jeter les bases pour une durabilité accrue. Les partenaires se sentent plus concernés par le programme (par exemple, via l'APO), mais la rotation du personnel limite l'« institutionnalisation » des mesures de CR.
Impact : 3,0	Le programme devrait engendrer des effets positifs (à moyen et long terme) sur la réalisation par le Cabo Verde de ses objectifs et engagements climatiques. Toutefois, il est peu probable que l'impact du programme (OG) soit pleinement atteint d'ici 2025.
Efficience : 3,3	Les ressources et les moyens disponibles sont importants, mais le budget pourrait se révéler insuffisant compte tenu de l'ambition des objectifs/résultats que le programme doit atteindre. Autre défi : garantir un taux d'exécution adéquat.

Tableau 1: Résumé des scores et commentaires de l'évaluation

1.3. Enseignements tirés du programme

Quels sont les principaux enseignements qui peuvent être tirés de la mise en œuvre du programme ?

- L'environnement à la mise en œuvre d'un programme entièrement dédié à l'action climatique au Cabo Verde est favorable dans la mesure où il existe un engagement politique, allié à une base institutionnelle solide (avec un leadership/une coordination intersectorielle claire), des mesures efficaces de renforcement des capacités institutionnel, une large implication de plusieurs franges de la société (public, privé, société civile) et de divers secteurs, ainsi qu'une approche « territorialisée » de l'action climatique.
- Cette dernière est essentielle, mais elle nécessite des capacités techniques (y compris des connaissances sur le climat et la négociation), un financement local et un soutien politique décentralisé. Les SEACAP des 22 communes marquent une étape importante, mais pour obtenir l'effet souhaité, ils exigent capacité d'exécution locale et accès aux ressources - les solutions locales sont viables lorsqu'elles sont soutenues par une planification, un renforcement des capacités et un financement adéquats.
- La présence, côte à côte, des équipes AT de LuxDev auprès du principal partenaire (en l'occurrence, le MAE et la DNP), a un impact positif significatif sur le niveau d'appropriation et d'implication des partenaires dans la mise en œuvre des Programmes (par le biais du dialogue et de la planification conjointe), ce qui favorise la coordination et le partage d'informations (renforcement des capacités).
- L'option consistant à déléguer des fonds grâce à la signature d'un APO s'est révélée appropriée (malgré les défis inhérents à une nouvelle approche) et pourrait être reproduite dans les programmes futurs ; il est toutefois important que les institutions nationales partenaires soient préparées au modèle d'APO (moyens et capacités).
- Les enfants et les jeunes représentant la tranche d'âge qui, à l'avenir, pourra mener à bien les actions de manière efficace, l'inclusion de la DNE, de l'ICCA et de l'IDJ en tant que partenaires du programme, non prévus initialement dans le DTF, a été une décision importante - investir dans l'éducation et la communication climatiques n'est pas accessoire mais bien essentiel à la durabilité de l'action climatique.
- La phase de lancement du programme a été particulièrement longue, ce qui a entraîné des retards dans la mise en œuvre physique et financière ; ceux-ci affectent en particulier l'efficacité et la durabilité des activités/initiatives soutenues (et remet en cause la stratégie de sortie prévue dans le DTF).
- La planification et la réalisation conjointes d'activités entre programmes, si elles sont réalisées au cas par cas, ne permettent pas la pleine mise en œuvre du nexus Développement-Climat-Énergie.

Quels sont les facteurs à prendre en considération lors de la préparation et de la mise en œuvre d'un futur programme ?

- Un futur programme d'action climatique doit adopter une approche plus stratégique tout en assurant une plus grande transversalité encore l'action climatique et les autres programmes/secteurs. L'accent doit être mis sur la continuité du soutien à la pleine mise en œuvre du cadre de gouvernance (en particulier le SNAC), sur l'intégration de l'action climatique dans les instruments de planification et sur l'éducation au climat au niveau local (y compris une instrumentation plus « territorialisée » et accessible aux citoyens ordinaires), en étroite collaboration avec les municipalités.
- Malgré des avancées significatives, la mobilisation du financement climatique reste limitée, surtout au niveau local. Reconnaissant que les ressources disponibles sont plus facilement accessibles au niveau central, il peut être pertinent de soutenir la création d'une unité de financement climatique au sein de la DNP et, dans le même temps, de soutenir l'accréditation d'autres entités, d'établir le tableau des marqueurs climatiques ('budget sensible au climat'), de permettre aux municipalités d'élaborer des propositions bancables et de soutenir la mise en œuvre du Fonds Climatique et Environnementale (FCA). À cet égard, le lien avec l'expertise financière du Luxembourg peut être une valeur ajoutée.

- Il ne suffit pas d'inclure des indicateurs ventilés par sexe dans le système de Suivi et Evaluation (S&E) du programme (SISA) pour obtenir une perspective de genre et mesurer l'impact potentiel des mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique sur les femmes. L'inclusion d'un(e) spécialiste du genre dans la Cellule des Services Mutualisées (CSM) est fortement recommandée.

1.4. Recommandations

Questions	Conclusions	Recommandations	Responsables de la mise en œuvre	Importance (faible, moyenne, élevée)	Délai de mise en œuvre (court, moyen, long terme)
Pertinence					
• Question générale A	• Conclusion générale i • Conclusion générale ii	Maintenir le modèle actuel d'appui au secteur, avec une forte implication et un dialogue avec les partenaires nationaux, qui est aussi une image de marque de la coopération luxembourgeoise.	Ambassade du Luxembourg et LuxDev	Élevée	Long terme (futur PIC)
• Question spécifique 2	• Conclusion générale iii	Mettre à jour la matrice des risques du programme en incluant les nouveaux risques apparus entre-temps et en éliminant les risques obsolètes.	LuxDev (CT, AT S&E)	Moyenne	Court terme (PIC actuel)
• Question spécifique 2	• Conclusion générale iii • Conclusion générale xiv	Envisager l'intégration et la mobilisation d'un(e) AT spécifique pour les questions de genre (transversale aux différents programmes mis en œuvre par LuxDev, ou à intégrer individuellement dans les équipes de gestion des programmes).	Ambassade du Luxembourg et LuxDev	Moyenne	Moyen terme (PIC futur)
Cohérence					
• Question générale C	• Conclusion générale iv	Mettre en œuvre des mécanismes et des activités concrets (inclus dans les calendriers) pour l'échange régulier d'informations entre les programmes et l'optimisation des synergies, en précisant également le rôle de l'ambassade.	LuxDev (CT programmes, ROF Praia)	Moyenne	Court terme (PIC actuel)

Questions	Conclusions	Recommandations	Responsables de la mise en œuvre	Importance (faible, moyenne, élevée)	Délai de mise en œuvre (court, moyen, long terme)
Question spécifique 2	Conclusion générale v	Examiner les modèles de rapport pour s'assurer que : i) ils sont informatifs et fournissent des preuves suffisantes pour la prise de décision et ii) ils permettent également de mieux suivre la réalisation des POA.	LuxDev (ROF Praia, AT S&E, CT)	Faible	Moyen terme (<i>PIC actuel + PIC futur</i>)
Performances - Efficacité, durabilité, impact, efficience					
- Question générale G - Question générale J - Question spécifique 9 - Question spécifique 12 - Question spécifique 13 - Question spécifique 14	- Conclusion générale vi - Conclusion générale xii	Envisager de prolonger la durée du programme pour une période à définir avec la coordination de manière à ne pas remettre en cause l'achèvement de toutes les activités ni la stratégie de sortie du programme.	MAE Luxembourg, Ambassade du Luxembourg, LuxDev (CT programme, ROF Praia)	Élevée	Court terme (<i>PIC actuel</i>)
- Question générale E - Question générale G	Conclusion générale vii	Mettre au point des processus, des procédures et des instructions de travail associés aux mesures de CR, qui « survivent » à la rotation du personnel, notamment des stratégies de gestion du transfert de connaissances.	LuxDev (CT, AT CB)	Élevée	Moyen terme (<i>PIC actuel + PIC futur</i>)
- Question générale I - Question spécifique 15	- Conclusion générale vii - Conclusion générale ix - Conclusion générale xi	Veiller à ce que la contribution capverdienne (5 % dans le cas de l'actuel programme CVE/401 ¹) soit également allouée de manière concrète à l'embauche <u>et à la fidélisation</u> des techniciens dans les institutions partenaires	MAE du Luxembourg, Ambassade du Luxembourg, LuxDev	Élevée	Moyen et long terme (<i>PIC futur</i>)

¹ Contribution habituellement en nature (mise à disposition d'un espace réservé aux équipes du programme et coûts associés - eau, électricité, Internet, par exemple).

Questions	Conclusions	Recommandations	Responsables de la mise en œuvre	Importance (faible, moyenne, élevée)	Délai de mise en œuvre (court, moyen, long terme)
		(éventuellement complétée par l'aide budgétaire luxembourgeoise).			
• Question générale I • Question générale J • Question spécifique 15 • Question spécifique 16	• Conclusion générale xi	Insérer un poste (montant) non alloué dans les budgets des programmes pour faire face aux imprévus et apporter une plus grande flexibilité.	MAE du Luxembourg, Ambassade du Luxembourg, LuxDev	Faible	Long terme (<i>PIC futur</i>)

